

## Le Brésil se joint à l'Afrique du Sud dans la plainte pour génocide d'oposés contre Israël devant la CIJ

### Description

*Le ministre brésilien des Affaires étrangères déclare que la communauté internationale « ne peut rester inactive » face aux « atrocités en cours ».*

Par la rédaction d'AL Jazeera, le 23 juillet 2025



Palestiniens sur le site d'une frappe aérienne israélienne à Khan Younis, dans le sud de la bande de Gaza, le 9 juillet 2025. (Abed Rahim Khatib/Flash90)

Le Brésil a déclaré qu'il allait intervenir dans une affaire portée devant la [Cour internationale de justice](#) (CIJ) accusant Israël de commettre un « génocide » à Gaza, alors que les pays non occidentaux multiplient les appels à une pression accrue.

Le ministre brésilien des Affaires étrangères a déclaré mercredi qu'il était dans les « dernières phases » de la soumission d'une intervention officielle à la CIJ concernant cette affaire, initialement portée devant la Cour par l'[Afrique du Sud](#).

« La communauté internationale ne peut rester inactive face aux atrocités qui se perpétuent », a déclaré le ministre des Affaires étrangères dans un communiqué. « Le Brésil estime qu'il n'y a plus de place pour l'ambiguïté morale ou l'omission politique. L'impunité sape la légalité internationale et compromet la crédibilité du système multilatéral. »

L'intervention prévue du Brésil dans cette affaire, annoncée précédemment par le journal brésilien Folha de S Paulo, intervient alors que les violations commises par Israël à Gaza, notamment les restrictions sévères imposées à l'aide humanitaire qui ont conduit la bande de Gaza au bord d'une [famine massive](#), font l'objet d'une attention croissante.

« Le gouvernement brésilien annonce qu'il est sur le point de soumettre une intervention officielle dans l'affaire en cours devant la Cour internationale de justice, intentée par l'Afrique du Sud en vertu de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide », indique le communiqué.

« Le gouvernement brésilien exprime sa profonde indignation face aux épisodes récurrents de violence contre la population civile dans l'État de Palestine, qui ne se limitent pas à la bande de Gaza mais s'étendent à la Cisjordanie. »

## De plus en plus vives

La nation sud-américaine a déclaré que les civils à Gaza et en Cisjordanie occupée ont été victimes de « épisodes récurrents de violence » et de graves violations des droits humains, notamment « l'utilisation honteuse de la famine comme arme de guerre ».

[Plusieurs autres pays](#), dont l'Espagne, la Turquie et la République d'Irlande, ont également demandé à intervenir dans cette affaire, exhortant la CIJ à déclarer qu'Israël viole ses obligations au titre de la Convention de 1948 sur le génocide.

Le Brésil lui-même se fait de plus en plus critique à l'égard d'Israël, le président Luiz Inacio Lula da Silva ayant condamné les actions d'Israël à Gaza [comme un génocide](#) lors d'une réunion des BRICS au début du mois. Le communiqué du ministère des Affaires étrangères indique que la décision d'intervenir dans cette affaire est fondée sur « la plausibilité que les droits des Palestiniens à la protection contre les actes de génocide soient irrévocablement compromis ».

L'ambassade d'Israël à Brasilia a déclaré que la déclaration brésilienne utilisait « des mots durs qui ne reflètent pas pleinement la réalité de ce qui se passe actuellement à Gaza », ajoutant que le Brésil avait également « complètement ignoré » le rôle du Hamas.

L'association nationale israélienne du Brésil, CONIB, a réagi à la décision de mercredi dans un communiqué : « La rupture de l'amitié et du partenariat de longue date entre le Brésil et Israël est une décision malavisée qui prouve l'extrémisme de notre politique étrangère. »

La CIJ ne s'est pas encore prononcée sur la question de savoir si Israël commet un génocide à Gaza, mais elle a [rendu une ordonnance](#) en janvier 2024, exigeant qu'Israël prenne des mesures pour empêcher le génocide dans la bande de Gaza, notamment en facilitant l'accès à l'aide humanitaire.

Cependant, ces pressions n'ont eu que peu d'effet, et les États-Unis et leurs alliés occidentaux ont continué à soutenir fermement Israël malgré les avertissements de plus en plus nombreux d'experts et d'organisations de défense des droits humains dénonçant des violations systématiques des droits humains à Gaza.

Israël a instauré en mars un blocus total qui a empêché toute aide d'entrer à Gaza pendant plusieurs mois, avant d'autoriser une reprise limitée de l'aide par l'intermédiaire de la Gaza Humanitarian Foundation, une organisation étroitement liée à Israël et aux États-Unis.

Depuis mai, les forces israéliennes ont tué plus de [1 000 Palestiniens](#) qui attendaient l'aide humanitaire sur les sites de distribution de la GHF, tandis que les informations faisant état de Palestiniens mourant de faim continuent de s'accumuler.

Les responsables des Nations unies ont [dénoncé ces sites](#) comme étant des « pièges mortels » et ont déclaré qu'ils ne coopéreraient pas avec la GHF, qui a supplanté les organisations humanitaires internationales existantes, dont les opérations à Gaza sont largement entravées par Israël.

Traduction : JB pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine  
Source : [Al Jazeera](#)

**date crÃ©e**  
2025/07/25